

Communiqué de presse

Nantes, le 21 décembre 2017

Notre-Dame-des-Landes

La médiation « met de l'huile sur le feu »

En accordant une interview au Monde et à Ouest-France comportant de nouveau des mensonges et des erreurs (pas d'alternatives soi-disant étudiées, trafic minimisé, investissements publics comparables...), les médiateurs mandatés par le gouvernement confirment leur partialité.

L'accessibilité de notre territoire est un enjeu structurant qui engage les décennies à venir. Comment comprendre que les médiateurs se déclarent « *incompétents pour estimer le trafic après 2040* », alors même que toutes les estimations démontrent un accroissement du trafic aérien sur l'Ouest dans des proportions grandissantes.

Surtout en poussant le gouvernement à faire la paix avec les zadistes, ils prennent le risque de déclencher un conflit sans précédent avec les habitants et les élus de la République. C'est une entorse grave à l'autorité de l'Etat, à la démocratie et à la justice qui sont nos piliers communs.

Ce nouvel épisode intervient deux jours après une déclaration du ministre Hulot, lors des questions au gouvernement, pour qui « *les partisans de Notre-Dame-des-Landes eux-mêmes reconnaissent le travail sérieux et l'objectivité* ». Depuis la remise du rapport nous ne cessons de dénoncer les inexactitudes et les mensonges. Cette comédie a assez duré. En s'exprimant ainsi, les médiateurs outrepassent largement leur mission, et mettent à mal l'autorité du gouvernement.

Pour Philippe Grosvalet, Président du SMA qui regroupe les 20 collectivités finançant le transfert avec l'État : « *le Président de la République avait voulu une médiation d'apaisement, ses médiateurs font tout le contraire. Ils mettent de l'huile sur le feu. Le Premier ministre a annoncé une concertation avec les élus locaux mais l'expression publique des médiateurs n'est pas de nature à assurer une concertation sereine et respectueuse de tous. Avec un référendum, 179 décisions de justice, la validation de l'Europe, le Président de la République a tous les éléments pour prendre la bonne décision* ».

Contact presse : 06 85 24 69 20

presse@sma-grandouest.eu - www.sma-grandouest.eu - Twitter : [@sma_grandouest](https://twitter.com/sma_grandouest)

Rappel : selon un sondage Ifop (novembre 2017), 54% des Français (et 60% des habitants du quart Nord-Ouest) attendent le respect des engagements pris par le Président de la République pendant la campagne en faveur du transfert de l'aéroport. Parmi les habitants de Loire-Atlantique, le rapport de force est stable depuis le référendum de juin 2016 puisque 54% d'entre eux sont toujours favorables au transfert. L'avis des habitants de Loire Atlantique est particulièrement important aux yeux de l'ensemble des Français. En effet, 3 Français sur 4 (74%) estiment que dans ce dossier, il faut tenir compte en priorité de l'avis des habitants de Loire-Atlantique.

A propos du SMA

Le syndicat mixte aéroportuaire du Grand Ouest (SMA) regroupe les 20 collectivités locales bretonnes et ligériennes investies dans le projet d'Aéroport du grand Ouest dont six participent au financement financent la plateforme et de sa desserte routière. Le SMA représente les intérêts des populations riveraines et des territoires concernés. Il participe aux instances de pilotage et de suivi du projet. Il finance les études sur les dessertes en transports collectifs de la future plateforme aéroportuaire et les études d'aménagement et de développement des territoires à proximité de l'infrastructure.

Liste des membres du SMA (en gras les financeurs de la plateforme et de la desserte routière) :

Régions : **Pays de la Loire, Bretagne** / Départements : **Loire-Atlantique**, Ille et Vilaine, Morbihan, Mayenne, Maine et Loire / Agglomérations : **Nantes Métropole, CARENE, Cap Atlantique**, Rennes Métropole, Angers Loire Métropole / Communautés de Communes : Estuaire et Sillon, Erdre et Gesvres, Pays d'Ancenis, Pays de Pontchâteau – Saint-Gildas des Bois, Région de Blain, Région de Nozay, Pays de Redon, Chateaubriant - Derval.